

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

Trimestriel - N° 3-4 - 2011

QUINZE ANS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE
SUR LES GRANDS TRACÉS LINÉAIRES
EN PICARDIE

PREMIÈRE PARTIE

Sous la direction de

Didier BAYARD, Nathalie BUCHEZ & Pascal DEPAEPE

**QUINZE ANS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE
SUR LES GRANDS TRACÉS LINÉAIRES
EN PICARDIE**

Sous la direction de

Didier BAYARD, Nathalie BUCHEZ & Pascal DEPAEPE

PREMIÈRE PARTIE

PRÉFACE

Élise BOUCHARLAT

La synthèse publiée ici par la *Revue archéologique de Picardie* est la première livraison des résultats de l'Action collective de recherche intitulée *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*. Cette entreprise collective ambitieuse, initiée en 2002, à l'échelle d'une grande région, est l'un des trente-deux programmes sélectionnés à la suite d'un appel d'offres national lancé conjointement par le ministère de la Culture et de la Communication (direction de l'Architecture et du Patrimoine), le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche (direction de la Recherche), le Centre national de la recherche scientifique et l'Institut national de recherches archéologiques préventives qui mobilisèrent des financements exceptionnels durant quatre années consécutives. Le pilotage de l'entreprise était assuré par la sous-direction de l'archéologie.

Tout en s'inscrivant dans la continuité des orientations proposées par le Conseil national de la recherche archéologique dans le cadre de la programmation nationale, l'initiative visait tout particulièrement à favoriser la valorisation des acquis de la recherche. Les partenaires, regroupés en un comité interinstitutionnel, sans privilégier ni spécialité, ni aire géographique, ni période, avaient toutefois mis en avant plusieurs critères de sélection. Les projets de recherche, pluriannuels, devaient reposer sur la constitution d'équipes interinstitutionnelles. Le dispositif était ouvert à toutes les formes de recherche archéologique ayant trait au territoire national (à l'exclusion de nouvelles fouilles programmées). Étaient particulièrement attendus les programmes :

- favorisant l'exploitation de données non encore traitées d'opérations programmées ou préventives et débouchant sur des publications monographiques ;
- privilégiant une dimension et une approche territoriale, avec pour objectif la publication de synthèses régionales ;
- développant une démarche méthodologique, en veillant plus particulièrement à intégrer les études connexes ou les champs nouveaux, comme les disciplines environnementales, l'archéométrie ou l'archéologie du bâti ;
- visant à l'élaboration de référentiels, notamment chronologiques ;
- favorisant l'association de jeunes chercheurs.

Il s'agissait donc d'offrir une incitation forte aux travaux consacrés à l'exploitation de résultats inédits ou dispersés qu'il convenait de hiérarchiser, organiser et transmettre.

Tous programmes et toutes institutions confondus, 650 chercheurs se sont mobilisés à des degrés divers. Les travaux ont concerné toutes les périodes chronologiques et touché l'ensemble de la France métropolitaine ainsi que la Guyane. L'irrigation du dispositif des ACR sur le territoire se mesure aussi au fait qu'une vingtaine d'Unités mixtes de recherche en sciences humaines et sociales et sciences de la nature se sont impliquées dans des projets.

Certains programmes, comme celui qui nous intéresse ici, ont réclamé un étalement dans le temps, parfois bien au-delà de 2007, qui devait être le terme de l'entreprise. Des difficultés récurrentes ont touché les ACR principalement dévolues à la valorisation de données de l'archéologie préventive, dont les instigateurs, tout comme les participants, n'ont pas pu consacrer, dès les premières années, le temps qui avait été prévu initialement, peut-être de manière un peu optimiste. Quoiqu'il en soit, le dispositif des ACR et son succès démontrent la capacité de la communauté scientifique à conduire, dans la durée, des programmes ambitieux, ainsi que celle d'équipes interinstitutionnelles à se structurer et à collaborer.

Comme c'était prévisible, c'est la reprise de données de fouilles inédites en vue de leur diffusion qui fut le moteur d'une bonne partie des ACR. Parmi tous les cas de figure rencontrés, le programme *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*, en croisant plusieurs de ces critères, a atteint les objectifs qu'il s'était fixé :

- établir un bilan méthodologique détaillé en comparant le déroulement d'une dizaine de grandes opérations linéaires qui se sont échelonnées pendant une quinzaine d'années dans la région ;
- établir un bilan scientifique synthétique en détaillant un ou plusieurs aspects à l'intérieur de quatre grands thèmes chronologiques : la Préhistoire, la Protohistoire, l'époque romaine et le haut Moyen Âge.

Ayant eu la charge et l'honneur de présider le comité scientifique national d'évaluation et de suivi des ACR avec l'appui constant d'Herveline Delhumeau, ingénieure de recherche à la sous direction de l'archéologie, j'ai pu suivre avec intérêt, et parfois quelques inquiétudes en regard de l'ampleur de la tâche, la mise en place et le développement du programme *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*. C'est par conséquent avec une grande satisfaction que j'en mesure les retombées considérables, au terme de huit années, avec la sortie de cette première publication dévolue à un vaste retour sur expérience de quinze années « d'archéologie autoroutière » (tracés des A28, A16, A29 - 140 évaluations, 65 fouilles) et aux acquis scientifiques pour les périodes préhistoriques et protohistoriques, sous la plume de onze auteurs en grande majorité de *l'Institut national de recherches archéologiques préventives*. L'achèvement de la restitution de cette vaste fresque ne saurait tarder avec le prochain volume consacré aux périodes antique et médiévale ainsi qu'à la conclusion générale. La *Revue archéologique de Picardie* apporte ainsi un concours essentiel à la valorisation des résultats de cette entreprise de portée nationale en lui consacrant deux numéros successifs.

Il convient de saluer l'engagement et la ténacité des promoteurs du programme, Didier Bayard, qui en a assuré la coordination générale, Nathalie Buchez et Pascal Depaepe, et aussi de souligner la valeur des contributions de tous les auteurs de ces ouvrages qui feront date pour la recherche nationale parce qu'ils témoignent, entre autres, d'une forme efficace de rétrospective critique des pratiques de la communauté scientifique replacées dans leur contexte d'intervention. C'est un usage encore trop peu répandu, alors que le retour sur expérience est indispensable aux progrès d'une discipline en rapide évolution.

Élise BOUCHARLAT,
ministère de la Culture et de la Communication,
inspectrice générale des patrimoines, archéologie,
présidente du comité scientifique d'évaluation et de suivi des actions collectives de recherche.